

Pressions à court terme, transformations à long terme : le manufacturier québécois en transition

Mensuel économique de mai 2026

Le commentaire de notre économiste Alexandra

Les récentes fermetures d'entreprises manufacturières et les données d'emploi du secteur soulignent une fragilisation du tissu manufacturier québécois, accentuée par les tensions commerciales. Ces pressions conjoncturelles s'ajoutent à des enjeux structurels persistants, notamment en matière de main-d'œuvre et d'investissement. Ainsi, les stratégies de diversification, le développement de la demande intérieure (défense, infrastructures publiques et transition énergétique) et les gains de productivité prennent une importance croissante pour renforcer la compétitivité et la résilience du secteur manufacturier.

En avril, l'inflation québécoise progresse modérément à 3,0 %, toujours alimentée par la forte hausse des prix de l'énergie, mais partiellement amortie par des replis dans plusieurs composantes et par la modération du logement et des aliments. Le marché du travail montre des signes de détente, avec une hausse du chômage au Québec. Dans ce contexte, la Banque du Canada a maintenu le taux directeur à 2,25 %, privilégiant une approche prudente, attentive à l'évolution de l'inflation et de la trajectoire économique à venir.



Alexandra Lareau

Conseillère et économiste

alexandra.lareau@mallette.ca

Actualité économique

Pressions à court terme, transformations à long terme : le manufacturier québécois en transition

Chocs commerciaux et défis structurels : le secteur manufacturier sous pression

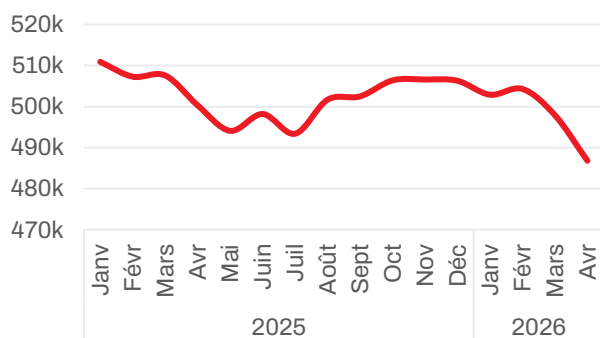
Depuis l'automne 2025, plusieurs entreprises manufacturières ont fermé leurs portes, mettant en évidence une fragilité croissante du secteur au Québec. PACCAR à Sainte-Thérèse, Meubles South Shore à Saint-Louis-de-Gonzague, Venmar à Drummondville et Bestar à Lac-Mégantic ont toutes cessé leurs activités, représentant à elles seules la perte de près de 1 000 emplois et envoyant des signaux préoccupants quant à la santé du tissu manufacturier.

Ces fermetures surviennent dans un contexte où les pressions s'intensifient. Bien que le secteur manufacturier québécois ait fait preuve de résilience en 2025, malgré l'imposition des tarifs commerciaux américains, les premiers mois de 2026 marquent un tournant : plus de 16 000 emplois perdus dans le secteur de la fabrication entre janvier et avril 2026. La récente révision des modalités des tarifs américains, agissant à la fois sur la hausse du taux effectif et sur l'élargissement de la base de produits touchés, est susceptible d'accentuer ces difficultés.

- Le taux effectif atteint 9 % au Québec, plus du double de la moyenne canadienne de 4,2 %
- La base de produits touchés frôle le quart des produits manufacturiers québécois, contre 17,4 % avant la révision

Nombre d'emplois

Québec, secteur de la fabrication, données mensuelles

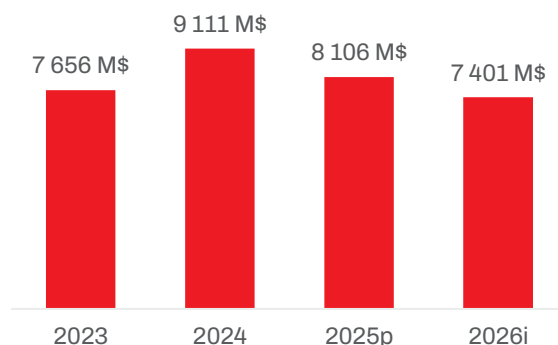


Au-delà des tensions commerciales, des défis structurels persistent. La rareté de la main-d'œuvre qualifiée demeure un frein structurel : au quatrième trimestre 2025, la fabrication représentait 10,9 % des postes vacants au Québec, une proportion en hausse de 1,5 p.p. par rapport à la même période de 2024.

À cela s'ajoute un retard en matière d'investissement et d'automatisation, qui affaiblit la compétitivité des entreprises face à une concurrence internationale accrue. Cette dynamique pourrait s'aggraver avec l'incertitude commerciale actuelle, alors que les intentions d'investissement pour 2026 indiquent une baisse anticipée de 8,7 % des dépenses d'immobilisations dans le secteur manufacturier, après un recul de 11 % en 2025 par rapport à 2024.

Dépenses en immobilisations

Québec, secteur de la fabrication, données annuelles
p (provisaires), i (intentions)



Ces défis de fond pèsent sur la capacité de croissance du secteur, la contribution au produit intérieur brut québécois étant passée de 14,1 % en 2015 à 11,7 % en 2025.



Des pistes de soulagement à court terme

À la fin avril, le gouvernement provincial a annoncé une **baisse du taux d'imposition** des PME, le faisant passer de 3,2 % à 2,2 %. Cette mesure procure un allègement fiscal bienvenu pour les entreprises admissibles, parmi lesquelles le secteur manufacturier occupe une place importante. Cette mesure améliore la marge de manœuvre financière à court terme, mais demeure insuffisante pour répondre à l'ampleur des défis auxquels le secteur est confronté.

La mise en place d'une **clause de droits acquis dans le cadre de la relance du Programme de l'expérience québécoise (PEQ)** aurait une portée plus directe et immédiate pour les manufacturiers. En sécurisant le statut de travailleurs qualifiés déjà intégrés aux entreprises, une telle mesure permettrait de limiter les ruptures de main-d'œuvre et d'offrir aux employeurs une période de transition plus prévisible. Cette stabilité est essentielle pour maintenir la capacité de production, soutenir les investissements en cours et amorcer les transformations structurelles nécessaires à l'adaptation du secteur dans un environnement économique plus incertain.

Des transformations structurelles pour accroître la compétitivité à long terme

Au-delà des mesures de soutien à court terme, les défis structurels auxquels est confronté le secteur manufacturier québécois appellent des transformations plus profondes, essentielles à la compétitivité des entreprises. Trois leviers structurants se dégagent de façon particulière :

1. Diversification géographique

La forte dépendance au marché américain constitue une vulnérabilité structurelle pour de nombreux exportateurs, particulièrement avec les tensions commerciales et l'incertitude tarifaire. Les entreprises qui ont amorcé une diversification vers d'autres marchés sont aujourd'hui mieux

positionnées pour absorber les chocs. Cette diversification renforce non seulement leur résilience à court terme, mais élargit également leurs perspectives de croissance et leurs opportunités de marché à long terme.

2. Demande intérieure

Outre la diversification des exportations, le marché intérieur, à la fois québécois et canadien, représente un levier stratégique considérable pour les entreprises. Plusieurs secteurs porteurs, notamment la défense, les infrastructures publiques et la transition énergétique, génèrent des débouchés croissants pour les manufacturiers. Ces segments occupent une place de plus en plus centrale dans les stratégies économiques des gouvernements et peuvent offrir une source de demande plus stable, contribuant ainsi à atténuer la volatilité externe.

3. Productivité

Enfin, l'amélioration de la productivité demeure la transformation la plus structurante à long terme. Dans un contexte de rareté persistante de la main-d'œuvre et de concurrence internationale accrue, l'automatisation, la robotisation et l'intégration de l'intelligence artificielle deviennent des leviers incontournables. Les manufacturiers qui investiront dans la modernisation de leurs procédés et de leurs modèles d'affaires seront mieux outillés pour accroître leur efficacité, renforcer leur compétitivité et améliorer leur résilience face aux pressions concurrentielles et aux tensions commerciales.

Malgré des chocs commerciaux et des fragilités structurelles marquées, le secteur manufacturier québécois dispose de leviers concrets pour se repositionner.

En combinant mesures de soutien ciblées et transformations de fond, les entreprises peuvent renforcer leur résilience, améliorer leur compétitivité et saisir de nouvelles occasions de croissance dans un environnement économique en mutation.

Inflation

Inflation canadienne

Au mois d'avril 2026, le taux d'inflation au Canada a atteint 2,8 %, en hausse de 0,4 p.p. par rapport au mois précédent. Ce résultat n'est pas surprenant considérant les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et son impact sur la flambée des prix de l'énergie.

Les provinces de la **Colombie-Britannique** (0,0 p.p.), du **Québec** (0,1 p.p.) et de l'**Ontario** (0,5 p.p.) ont enregistré les hausses les plus modérées du taux d'inflation sur un mois.

À l'inverse, la **moyenne d'augmentation de l'inflation entre mars et avril des autres provinces a été de 1,1 p.p.**, le Manitoba (1,3 p.p.) et la Nouvelle-Écosse (1,3 p.p.) ayant été les plus fortement impactées.

Inflation québécoise

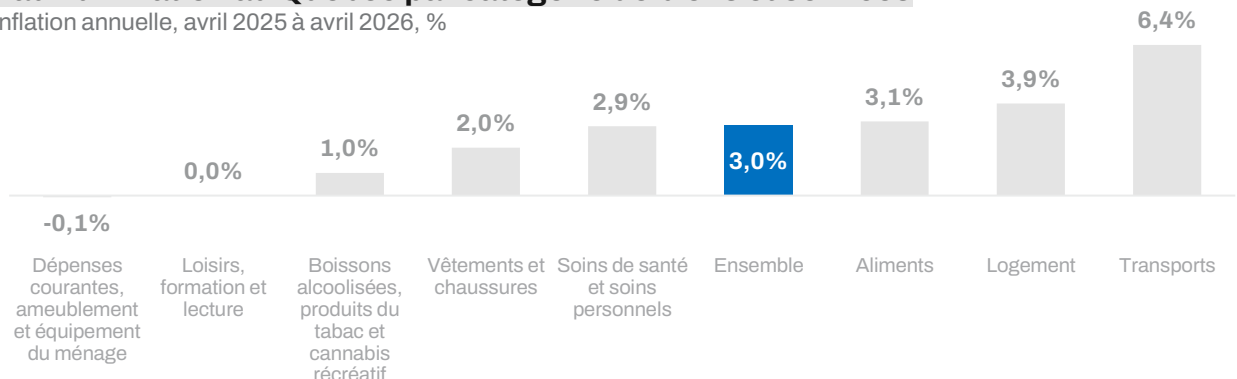
En avril 2026, le taux d'inflation au Québec s'est posé à 3,0 %, en progression de 0,1 p.p. par rapport au mois de mars.

La composante des transports a été la principale source de pression à la hausse, portée par une forte augmentation des prix de l'essence. En avril, l'inflation de l'essence a atteint 22,3 %, soit une accélération marquée de 10,9 p.p. en un mois.

Les **vêtements et chaussures** se sont aussi ajoutés aux pressions inflationnistes, passant de -1,7 % en mars à 2,0 % en avril.

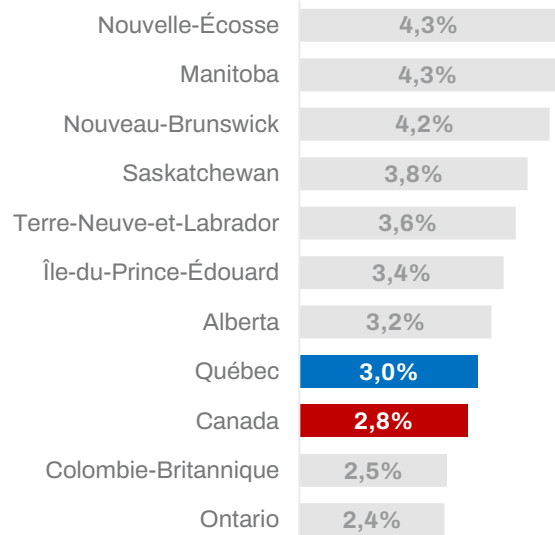
Taux d'inflation au Québec par catégorie de biens et services

Inflation annuelle, avril 2025 à avril 2026, %



Taux d'inflation par province

Inflation annuelle, avril 2025 à avril 2026, %



Cette pression a toutefois été partiellement compensée par des replis dans plusieurs autres composantes, notamment les **loisirs** (-1,3 p.p.), les **dépenses courantes** (-1,1 p.p.) et les **boissons alcoolisées** (-0,8 p.p.).

Par ailleurs, les postes les plus importants du panier des ménages, le **logement** et les **aliments**, affichent une tendance baissière depuis quelques mois, offrant ainsi un certain espace de manœuvre aux ménages pour absorber le choc énergétique, sans pression inflationniste généralisée pour l'instant.

Taux de chômage

En avril 2026, le marché du travail canadien a affiché un léger repli du taux de chômage, ce dernier s'établissant à 6,9 % (+0,2 p.p. par rapport au mois précédent). Cette hausse s'accompagne d'une perte de près de 18 000 emplois au cours du mois. Le taux d'activité, quant à lui, a atteint 65,0 %, reflétant une légère hausse (0,1 p.p.).

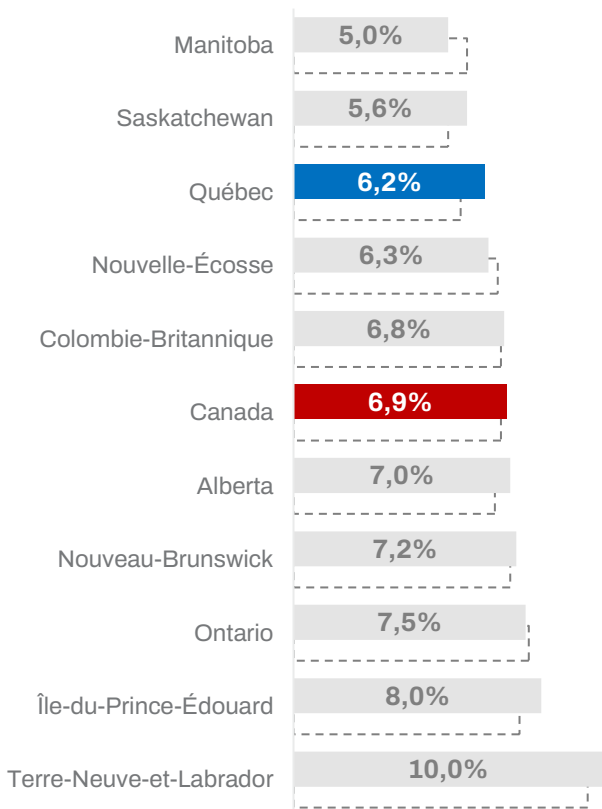
Cette tendance à la hausse du chômage s'observe dans une majorité de provinces, sept d'entre elles ayant enregistré une détérioration de leur marché du travail au cours du mois.

- Le **Québec** a enregistré la plus forte progression du taux de chômage pour atteindre 6,2 % en avril
- Le **Manitoba** se positionne au premier rang, affichant le taux de chômage le plus faible. Cette progression doit toutefois être interprétée avec nuance : la province a également enregistré la plus importante contraction de son taux d'activité (-0,6 p.p.), suggérant qu'une partie de la baisse du chômage reflète un recul de la population active plutôt qu'une véritable amélioration des conditions d'emploi
- L'**Ontario** est la seule province à avoir observé un repli simultané du taux de chômage (-0,1 p.p.) et une hausse de son taux d'activité (+0,2 p.p.)

Taux de chômage par province

Avril 2026, %

■ avr-26 □ mars-26



Marchés financiers

En avril 2026, les marchés financiers ont enregistré un **net rebond après les turbulences observées en mars**, portés par une détente partielle des tensions dans le golfe Persique ainsi que par un regain d'optimisme à l'égard des secteurs des semi-conducteurs et de l'intelligence artificielle.

Le **S&P 500 et l'indice TSX ont tous deux progressé de manière soutenue**, retrouvant des niveaux proches de leurs récents sommets, et ce, malgré la persistance d'un environnement géopolitique incertain et de perturbations dans les chaînes d'approvisionnement énergétiques mondiales.

Ainsi, le mois d'avril aura confirmé que **les marchés financiers peuvent se redresser rapidement lorsque les investisseurs anticipent une résolution des tensions et un retour à la normale**.

Toutefois, l'optimisme entourant l'intelligence artificielle et les semi-conducteurs repose sur des attentes élevées, notamment en matière de gains de productivité. Si ces gains tardent à se concrétiser, la trajectoire de valorisation de ces secteurs pourrait s'en trouver fragilisée, rappelant que la confiance des investisseurs, aussi forte soit-elle, devra ultimement s'appuyer sur des résultats tangibles.

Marchés financiers au 30 avril 2026

Rendement (%)	1 mois	AAD	1 an	5 ans	10 ans
ACTIONS					
S&P/TSX	4,3 %	7,5 %	36,2 %	15,2 %	12,7 %
S&P 500	10,5 %	5,7 %	31,1 %	13,1 %	15,3 %
NASDAQ 100	15,6 %	8,7 %	40,3 %	14,6 %	20,3 %
MSCI – EAFE	4,8 %	5,4 %	22,8 %	11,0 %	9,8 %
REVENU FIXE					
Indice des obligations universelles FTSE Canada	0,1 %	0,4 %	1,6 %	0,7 %	1,8 %

SOURCE | LSEG, Mallette.

Pétrole

Le prix du Brent a atteint 117,29 USD le baril en avril, en hausse de 76 % depuis janvier, sous l'effet de la continuité des perturbations d'approvisionnement liées au conflit au Moyen-Orient. En mai, malgré un cessez-le-feu fragile en vigueur depuis le 8 avril, les négociations entre Washington et Téhéran demeurent dans l'impasse, maintenant les marchés pétroliers sous tension.

Prix du baril

Brent, avril 2026

117,29 USD



+ 76,1 % Par rapport à janvier 2026

+ 65,5 % Par rapport à mars 2026

Taux directeur

La Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2,25 %. Face à des signaux économiques en contradiction (pressions inflationnistes liées aux prix de l'énergie, marché du travail détendu, incertitude des politiques commerciales), la Banque adopte une posture prudente, souhaitant observer comment ces forces opposées se traduiront concrètement sur la trajectoire de l'inflation et de la croissance.

Taux directeur

Avril 2026

2,25 %



Inchangé depuis octobre 2025

SOURCES | Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Banque du Canada, Comité national routier, Desjardins, analyse Mallette.